



## **Accord-cadre mono attributaire pour des travaux de clôtures**

**Marché n°2024INFRA037**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)

# Sommaire

1.	INDICATIONS GENERALES .....	4
1.1.	Définition de l'opération .....	4
1.2.	Référence aux normes .....	4
1.3.	Canalisations et câbles éventuellement rencontrés- DT/DICT .....	4
1.4.	Préparation et Installation sur le chantier.....	4
1.5.	Plan de prévention .....	5
1.6.	Dossier des ouvrages exécutés.....	5
1.7.	Reconnaissance des ouvrages d'aménagements existants .....	5
1.8.	Programmation des interventions .....	5
2.	CONTRAINTES DE TRAVAUX .....	5
2.1.	Environnement du chantier.....	5
2.2.	Contraintes aéronautiques .....	6
2.3.	Journal de chantier.....	6
3.	TRAVAUX .....	6
3.1.	Travaux préparatoires, débroussaillage .....	6
3.2.	Hypothèses de calcul .....	7
3.3.	Fourniture et pose de la nouvelle clôture .....	7
3.4.	Clôtures amagnétiques .....	7
3.5.	Clôtures métalliques .....	7
3.6.	Clôtures barreaudage .....	8
3.7.	Portail et portillon.....	8
3.7.1.	Portail simple et double barreaudé ZCV .....	8
3.7.2.	Portail et portillon ZCP .....	8
3.8.	Dépose de clôtures existantes .....	8
4.	PHASAGE DES TRAVAUX.....	9
5.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	9
5.1.	Généralités.....	9
5.1.1.	PRINCIPES ENVIRONNEMENTAUX GENERAUX DU CHANTIER PROPRE .....	9
5.1.2.	OBJECTIFS.....	9
5.2.	Gestion des poussières .....	9
5.3.	Gestion des pollutions des sols .....	10
5.3.1.	Rétentions .....	10
5.3.2.	Mesures en cas d'épandage : kit absorbant, consignes d'intervention, traitement des sols pollués	10
5.4.	Gestion du bruit.....	11
5.5.	Gestion des déchets.....	11
5.5.1.	SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS (SOGED) .....	12

# 1. INDICATIONS GENERALES

---

## 1.1. Définition de l'opération

L'opération concerne des travaux de remplacement de la clôture périphérique en zone côté ville (ZCV) et en zone côté piste (ZCP) de l'aéroport Roland Garros (97400)

## 1.2. Référence aux normes

L'offre souscrite comporte l'obligation pour l'entrepreneur de se conformer aux normes et règlements en vigueur à la date de signature du marché celui-ci devra soumettre au maître d'ouvrage toute difficulté de respect de ces normes par rapport aux exigences et prescriptions du CCTP.

## 1.3. Canalisations et câbles éventuellement rencontrés-DT/DICT

L'entrepreneur procédera dans les meilleurs délais aux DICT à partir du numéro de la DT (déclaration de travaux) qui sera communiqué par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas de rencontre de réseaux en service lors d'exécution des travaux de terrassement, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avvertir le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné. Ces prestations sont réputées comprises dans le prix.

## 1.4. Préparation et Installation sur le chantier

La prestation comprend l'ensemble des frais inhérents à la préparation, aux installations de chantier et travaux préparatoires (benchmark, frais liés à un déplacement du maître d'ouvrage (2 personnes) pour se rendre compte de la solution proposée à l'épreuve des conditions tropicales, frais d'amenée et de replis du matériel, nettoyage du site et du chantier, fourniture et pose de barrières de chantier etc...).

Le chantier sera soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entreprise de jour comme de nuit.

## 1.5. Plan de prévention

Conformément au décret en vigueur, une visite de chantier sera organisée sur place avant le début des travaux afin de déterminer contradictoirement les mesures de sécurité spécifiques à mettre en œuvre et en particulier un plan de prévention et un permis feu qui seront rédigés à la suite de cette visite.

## 1.6. Dossier des ouvrages exécutés

Conformément au CCAG, à l'issue du chantier, le titulaire remettra un dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier comprendra notamment :

- 1.6.1. les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- 1.6.2. les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- 1.6.3. les spécifications de pose,
- 1.6.4. les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- 1.6.5. les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- 1.6.6. les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

## 1.7. Reconnaissance des ouvrages d'aménagements existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé à la reconnaissance des existants sur le site avant la remise des offres.

Les travaux seront exécutés en conformité avec les règles et normes en vigueur.

## 1.8. Programmation des interventions

L'entrepreneur devra programmer ses interventions en accord avec le maître d'ouvrage qui se chargera d'informer les services de l'aéroport Roland Garros.

Il devra notamment :

- informer le Maître d'ouvrage à l'avance de la date et de l'heure de son intervention,
- respecter strictement les dates et horaires définis.

Il remettra au maître d'ouvrage le calendrier détaillé envisagé pour ces interventions.

# 2. CONTRAINTES DE TRAVAUX

---

## 2.1. Environnement du chantier

Les travaux se situant proche de la piste de l'aéroport de Roland Garros, une attention particulière devra être apportée à la propreté du chantier.

Le titulaire doit laisser propre les accès chantier pour éviter tout objet pouvant se retrouver dans les servitudes de piste. Les déchets et emballages devront être conservés dans les véhicules pour éviter qu'ils s'envolent vers la piste.

A la fin du chantier le terrain devra être parfaitement propre, aucun objet, déblai ou remblai ne devra être présent.

## 2.2. Contraintes aéronautiques

L'entrepreneur est avisé que priorité sera toujours donné à l'activité aérienne. Il devra adapter en conséquence ses interventions et son organisation. Il est réputé avoir pris en compte ces contraintes et ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité en cas de dégagement de ses équipes, de ses engins ou de ses fournitures.

Intervention d'urgence pour la réparation des clôtures de l'enceinte aéroportuaire, l'entreprise interviendra en cas de force majeure, tels qu'un cyclone ou tout autre effet climatique, nécessitant la réparation immédiate des clôtures de l'enceinte aéroportuaire. Elle devra mobiliser les ressources nécessaires pour effectuer les réparations dans le délai de vingt-quatre heures.

## 2.3. Journal de chantier

Un journal de chantier sera tenu sur le chantier par le titulaire.

Sur ce journal, seront consignés chaque jour par un représentant de l'entreprise :

- Les conditions atmosphériques constatées : vent, température, précipitations, etc ;
- Les travaux exécutés, leur quantité, leur nature, leur localisation ;
- Les horaires de travail, le matériel sur le chantier, l'effectif ;
- Les incidents, les arrêts de chantier avec leurs durées et leurs causes, les défauts d'approvisionnement ;
- Les observations concernant la sécurité des personnels et des tiers (signalisation, etc.) ;
- Les observations sur la marche générale du chantier et les prescriptions imposées à l'entrepreneur.

A ce journal pourront être annexés chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, procès-verbaux de constat, etc...).

# 3. TRAVAUX

---

## 3.1. Travaux préparatoires, débroussaillage

Dans le cadre des travaux, il est fortement recommandé au futur titulaire d'avoir au préalable visité l'ensemble du site afin de s'être assuré de toutes les incidences des présents travaux. Les modalités pour prendre rendez-vous afin d'effectuer cette visite est indiquée au règlement de la consultation.

La gestion des gravats de chantier sont inclus dans les prix unitaires des articles du présent marché. Ils comprennent leur éventuel stockage transitoire in-situ, leur enlèvement et transport, et leur traitement. Ces différentes étapes se devront d'être réalisées dans les règles de l'art et dans le respect des réglementations en vigueur.

En particulier, l'étape de traitement devra privilégier la valorisation des déchets plutôt que leur élimination. A cet effet, les déchets feront l'objet d'une mise en filière de valorisation spécialisée, préférentiellement locale, et seront envoyés dans une installation de valorisation agréée. Ce processus fera l'objet d'une traçabilité qui sera transmise au maître d'ouvrage. Toute élimination de déchets sans valorisation préalable devra faire l'objet d'une justification et d'une autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Les travaux de débroussaillage comprennent la prestation relative à l'égavage sur un minimum de

3m de large pour permettre les travaux de pose de clôtures.  
L'ensemble sera évacué du chantier et mis en filière appropriée, à la charge de l'entreprise.  
Localisation : suivant le plan projet.

### 3.2. Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul à prendre en compte pour le dimensionnement sont à minima celles définies par les règles NV 65 (DTU P 06-002) et N 84 (DTU P 06-006).

### 3.3. Fourniture et pose de la nouvelle clôture

Si les caractéristiques du sol ne permettent pas l'enfouissement de la clôture, il peut être nécessaire de fixer la partie basse de la clôture par un câble ou autre solution au ras du sol orientée vers l'extérieur de la clôture pour prémunir le risque d'intrusion animale.

Localisation : suivant le plan projet.

### 3.4. Clôtures amagnétiques

La prestation comprend la fourniture et pose de clôture amagnétique type OACI

Les raccords avec les clôtures métalliques sont compris dans la prestation. Les clôtures devront avoir les caractéristiques suivantes :

- Clôture amagnétique : hauteur hors sol 1,94m +BV 0.5m
- Toutes les clôtures installées devront être enterrées sur une profondeur suffisante pour empêcher l'intrusion d'animaux fouisseurs (création de sillon de 20 à 40 cm dans le sol, création d'un solin béton, surélévation d'un muret etc...).

### 3.5. Clôtures métalliques

La prestation comprend la fourniture et pose de clôture métallique.

Les raccords avec les clôtures amagnétiques sont compris dans la prestation. Les clôtures devront avoir les caractéristiques suivantes :

- Clôture métallique : hauteur hors sol 1,94m +BV 0.5m ;
- Toutes les clôtures installées devront être enterrées sur une profondeur suffisante pour empêcher l'intrusion d'animaux fouisseurs (création de sillon de 20 à 40 cm dans le sol, création d'un solin béton, surélévation d'un muret etc...).

Grillage :

- Hauteur de 2,00 mètres hors sol minimum, galvanisé riche en zinc, finition de type plastification haute adhérence de coloris vert RAL 6005, fils de diamètre supérieur à 4,4 mm de dimensions maximales 50 mm x 50 mm (tolérance  $\pm 0,5$  mm)

Poteaux :

- Ø60mm minimum ép. :3mm minimum, galvanisés à chaud riche en zinc, finition de type plastification haute adhérence de coloris vert RAL 6005, scellés dans plot BA (dimensionnement à prévoir par BET à la charge de l'entreprise)
- Permettant la pose du grillage d'une hauteur de 2,00 mètres hors sol minimum
- Equipés de bavolets

Bavolets :

- Coloris et protection anticorrosion identiques aux poteaux
- 4 rangs de ronces galvanisées
- Inclinaison à 45° ou 60° vers l'extérieur de l'enceinte
- Portant la hauteur totale de la clôture à 2,44 mètres hors sol minimum

### 3.6. Clôtures barreaudage

Le barreaudage de ces clôtures sera ou non traversant en tube. Les tubes des barreaudages traversants seront biseautés. La hauteur des panneaux variera de 0,60 m à 2,5 m selon le type de modèle choisi. Ce barreaudage sera galvanisé et thermo laqué.

La réalisation du muret béton se fera sur semelle béton ferrillée en parpaing béton, enduit ton pierre. Les dimensions seront au moins de 20 / 40 cm de haut et 30 cm de large ou sur muret en béton coulé en place.

### 3.7. Portail et portillon

#### 3.7.1. Portail simple et double barreaudé ZCV

Le système d'ouverture sera à la française.

Ils seront constitués soit :

- D'un vantail d'une largeur pouvant aller jusqu'à 1,5 mètres et d'une hauteur pouvant atteindre 2,5 mètres ;
- De deux vantaux d'une largeur pouvant aller jusqu'à 4,5 mètres et d'une hauteur pouvant atteindre 2,5 mètres.

Les poteaux seront dimensionnés pour résister au poids des vantaux. Le portail sera équipé d'un système de fermeture comprenant notamment serrurerie, béquille double, verrou de pied, arrêts de bascule.

#### 3.7.2. Portail et portillon ZCP

Le portail et le portillon devra répondre aux normes OACI. Ils devront être en tube acier de diamètre de 20 mm en forme de U renversés, soudé en applique contre les lisses horizontales. Le vide entre les barreaux devra être conforme à la norme OACI. L'arrondi du barreaudage dépassant de la lisse supérieure doit être étudié pour éviter les coincements de la tête. Les dimensions sur 1 vantail pour une largeur de passage de 1m à 1m 50 et 2 vantaux pour des largeurs de passage de 2m à 5m. La hauteur sera de 1m à 2m50.

### 3.8. Dépose de clôtures existantes

La prestation comprend la dépose et l'évacuation en filière de traitement spécialisée

- Des clôtures existantes,
- Des portails existants.

Après la dépose de la clôture existante, le terrain devra être remis en état pour qu'il ne reste aucun trou.

Localisation : suivant le plan projet.

## 4. PHASAGE DES TRAVAUX

---

Etape 1 : Fourniture et pose d'une clôture provisoire

Etape 2 : Dépose de la clôture existante

Etape 3 : Fourniture et pose de la nouvelle clôture

Etape 4 : Dépose de la clôture provisoire et remise en état du site.

L'entreprise se retrouvera en Zone de Sûreté à Accès Réglementé (ZCP) pendant la phase 1 voire la phase 2 en fonction du mode opératoire.

## 5. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

---

Ce chapitre porte sur les prescriptions environnementales applicables par le titulaire dans le cadre du présent marché.

### 5.1. Généralités

#### 5.1.1. PRINCIPES ENVIRONNEMENTAUX GENERAUX DU CHANTIER PROPRE

Dans le cadre de sa politique de Développement Durable, la Société Aéroportuaire choisit une organisation spécifique en phase de chantier pour :

- Respecter l'environnement ;
- Limiter les nuisances aux tiers ;
- Assurer la sécurité des travailleurs.

#### 5.1.2. OBJECTIFS

Les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier par la Société Aéroportuaire concernent le traitement des diverses nuisances occasionnées par le chantier :

- Réduction des salissures et poussières ;
- Limitation des pollutions des eaux et du sol ;
- Optimisation de la gestion des déchets ;
- Réduction du bruit ;

### 5.2. Gestion des poussières

Les travaux sont susceptibles d'induire des envols de poussières en période sèche. Selon la période et les conditions climatiques, il conviendra éventuellement de prendre des mesures pour limiter ces éventuels envols de poussières. Pour ce faire, Il existe 3 mesures simples :

- ↳ **L'arrosage des pistes et des aires de chantier**, lors des périodes de terrassement important ;



- ✍ **Le bâchage des camions et des bennes** transportant les terrassements et matériaux émettant de la poussière ;
- ✍ **Limitation de la vitesse des véhicules** sur le chantier à 20 km/h.

## 5.3. Gestion des pollutions des sols

Ce point concerne principalement le risque d'épandage de produit ou déchet fluide polluant.

### 5.3.1. Rétentions

Afin de prévenir tout épandage de produits polluants (huiles, hydrocarbures...), le stockage des fluides (matière, produit et/ou déchet) du chantier sera mis en rétention.

Les éventuels produits polluants existants sur le chantier en fût ou dans tout autre contenant bénéficieront d'une rétention dimensionnée dans le respect de la réglementation (ou d'une cuve double paroi, si une cuve était nécessaire aux travaux).

La mise en rétention des fluides répondra aux conditions suivantes :

- ✍ **Ne mettre sur une rétention que des déchets compatibles entre eux**, afin d'éviter tout risque de réaction chimique.
- ✍ **Volume de la rétention** : prendre la plus contraignante des 2 conditions :
  - 50% de la somme des contenants (bidons, fûts, etc.) ;
  - 100% du contenant le plus volumineux.

### 5.3.2. Mesures en cas d'épandage : kit absorbant, consignes d'intervention, traitement des sols pollués

Afin de limiter au mieux les conséquences d'un cas d'épandage de fluide polluant sur le sol, les mesures suivantes seront prises en compte :

- ✍ **Kit absorbant** : Présence d'un ou plusieurs kit(s) absorbant(s) sur site. Ce kit contiendra en quantités suffisantes des éléments absorbants (terre de diatomée par exemple), ainsi que des moyens de manutentions adéquats (EPI<sup>1</sup>, gants, au besoin pelles, etc.). Ce kit permettra, en cas d'incident, d'absorber le maximum d'hydrocarbures ou de tout autre fluide polluant répandus sur le sol avant leur pénétration dans ce dernier. Ce kit sera mis à disposition des opérateurs et personnels de chantier, et son emplacement sera identifié et connu par ces derniers.
- ✍ **Traitement des terres polluées** : Les terres éventuellement polluées seront collectées, stockées en contenant étanche et éliminées dans un centre agréé.
- ✍ **Consigne d'intervention** : une consigne d'intervention en cas de pollution des sols par fluide polluant (en cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures provenant des engins par exemple) sera créée par l'entreprise. La consigne fournie au personnel concerné s'attachera en particulier à définir la manière dont doit être immédiatement utilisé, d'une part le kit anti-pollution, d'autre part comment devront être curés et collectés les terres polluées dans un tels cas et les modalités de leur stockage avant élimination. Elle définira également les modalités

<sup>1</sup> EPI : Equipements de Protection Individuel

d'évacuation du matériel ou des matériaux à l'origine de la pollution, ainsi que la remontée d'information de la chaîne de commandement, suite à l'incident.

- ↳ **Sensibilisation du personnel** : Cette consigne d'intervention en cas de pollution des sols par fluide polluant fera l'objet d'une formation / sensibilisation, à l'attention du personnel de chantier.

## 5.4. Gestion du bruit

### Description de la situation

Les travaux relatifs à ce marché sont susceptibles de générer des nuisances sonores. Ces émissions sont toutefois présumées faibles dans le cas présent.

Néanmoins, l'enjeu relatif à cette nuisance peut varier en fonction de la proximité des cibles (tiers, riverains, personnel ...).

### Objectif

Ne pas gêner les tiers, riverains et personnels. Envisager les travaux avec le moins de désagrément possible :

- Limiter les nuisances vers le voisinage et les tiers.
- Atteindre des seuils de nuisance acceptables pour les travailleurs.

### Impacts potentiels et prévisibles

Nuisances sonores pour le personnel, les usagers et les riverains (impact présumé faible dans le cas présent)

### Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

- Engins aux normes CE ;
- engins hydrauliques de préférence aux engins électriques et pneumatiques,
- dimensionnement suffisant des engins pour éviter un fonctionnement à la limite de leur capacité...
- Port des EPI (Equipements de Protection Individuel) de protection acoustique pour le personnel

## 5.5. Gestion des déchets

Dans le cadre de cette opération, l'entreprise est responsable de la gestion de ses déchets, ceux qu'elle produit (y compris ceux de ses éventuels co et sous-traitants).

Cette gestion inclut la collecte, l'enlèvement, le transport et le traitement (en privilégiant leur recyclage et valorisation plutôt que leur élimination) des déchets.

L'entreprise ne pourra en aucun cas laisser la gestion de ces déchets au maître d'ouvrage. Les déchets relatifs à cette opération ne sont pas admis dans les contenants (poubelles, bennes...) de la plateforme aéroportuaire.

De ce fait, les prix de marché des candidats incluent les coûts relatifs à la gestion de ces déchets, selon les conditions décrites ci-après.

### 5.5.1. SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS (SOGED)

Le candidat proposera au travers de son offre une ébauche du SOGED. Le cas échéant, il sera ensuite mis au point définitivement, par le titulaire, en phase de préparation du chantier.

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtres d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre,...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets de chantier. Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- L'établissement d'un diagnostic du gisement des déchets tant qualitatif (nature et typologie de déchets) que quantitatif (gisement estimatif par typologie de déchets).
- Le tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc.) ;
- Les méthodes envisagées pour réduire à la source la quantité et la nocivité des déchets ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de traitement / recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre et/ou maître d'ouvrage quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets ;

Par ailleurs, le système de gestion des déchets, ainsi que le SOGED qui seront mis en place répondront aux objectifs suivants :

- ↳ **Réduction à la source** des quantités de déchets, via la bonne gestion des matériaux de chantiers et une logique éco responsable de leur processus achat en amont.
- ↳ **Le tri des déchets :**
  - Tri à la source des différents déchets de chantier sur le site, en vue d'en optimiser leur valorisation / recyclage.
  - Effectuer à minima le tri entre : déchets dangereux (DD) / déchets non-dangereux et non inertes (DND) / déchets inertes (DI) / emballages.
  - En fonction de la pertinence économique et de l'existence des filières locales, les déchets tendront à faire l'objet d'un tri par monomatériau : métaux, déchets inertes, terres, déchets végétaux,
  - Les différents DD feront également l'objet d'un tri spécifique, en fonction de leur nature et de leur incompatibilité entre eux : huiles usagées / solvants usagés / chiffons et matériaux souillés, etc.
  - Utilisation privilégiée des filières locales quand elles existent, et quand leur coût est acceptable au regard des autres filières.
  - Optimisation du tri en fonction des quantités et du rythme des déchets produits : il s'agit d'optimiser le nombre et la taille des contenants, la location des bennes et leur transport pouvant représenter un coût important des dépenses liées à la gestion des déchets.
- ↳ **Enlèvement des déchets :** Au besoin (cas d'envols ou de pluies), les bennes seront munies de filet ou de bâches.

✚ **Limitation de la nocivité** des déchets.

✚ **Les interdictions :**

- L'abandon de déchets et toute mise en dépôt sauvage ;
- Le brulage des déchets ;
- Les rejets de déchets dans les réseaux d'assainissement ;
- Tout mélange de déchets avec des produits dangereux ;
- Le lavage des toupies à béton, ou autre équipement similaire, sur le site ;
- Tout épandage, déversement, écoulement, rejet, dépôt de déchets et matières susceptibles de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux et la pollution des sols, ou de perturber le fonctionnement des réseaux.
- Stockage des déchets in situ interdit : ils seront évacués et gérés par le titulaire.

✚ **Mise en rétention** des déchets fluides dont les caractéristiques répondront aux conditions suivantes :

- Ne mettre sur une rétention que des déchets compatibles entre eux, afin d'éviter tout risque de réaction chimique.
- Volume de la rétention : prendre la plus contraignante des 2 conditions : 50% de la somme des contenants (bidons, fûts, etc.) de déchets, ou 100% du contenant de déchets le plus volumineux.

✚ **Présence d'un kit anti-pollution**, en cas d'épandage (absorbant notamment), avec une **procédure d'intervention** associée, et **sensibilisation des opérateurs** à ce sujet.

✚ **Déchets de chantier construction-démolition :**

Les phases de construction et de démolition génèrent des déchets de chantier qu'il faut veiller à bien gérer pour les traiter correctement.

Ces déchets de chantier seront triés selon leurs catégories pour être collectés puis traités dans les filières de traitement et de valorisation locales existantes.

Le stockage des déchets coté piste n'est pas autorisé.

✚ **Déchets inertes :**

Les stériles et résidus de bétons seront triés ensemble et évacués vers une filière locale de traitement / stockage / recyclage selon les possibilités locales.

✚ **Déchets végétaux :**

Ils seront collectés et transportés hors du site sans délai pour être valorisé dans une filière locale.

✚ **Déchets banals (DIB) :**

Dans la mesure où la clôture métallique existante fera l'objet d'un démontage, la ferraille représentera un gisement de déchet important : les déchets métalliques feront donc l'objet d'un tri à la source spécifique (en monomatériau), en vue de leur valorisation.

Les autres DIB feront l'objet d'un tri multi ou mono matériau en fonction de leur intérêt économique et si les quantités le justifient.

Selon le volume estimé par l'entreprise de travaux, les DIB seront soit :

- Dirigés vers un centre de valorisation ;

- Si les quantités sont faibles, évacuées vers une déchetterie agréée de la collectivité si un accord est obtenu avec celle-ci
- Éliminés en ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), en dernier recours et après accord de la maîtrise d'ouvrage.

#### ✎ **Déchets spéciaux – Déchets dangereux :**

Générés par la présence, l'entreposage, voire l'épandage de matières dangereuses et polluantes.

Exemple : huiles et hydrocarbures des engins de chantier. Cela peut entraîner, suite à un épandage accidentel, une pollution des sols et des eaux.

Ces déchets seront stockés et triés selon leurs catégories pour être collectés puis traités dans les filières de traitement et de valorisation locales existantes.

Les sols ou terrains souillés par des produits polluants (hydrocarbures, huiles, solvants...) seront décapés, récupérés et évacués dans des sites conformes à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où la présence d'amiante était révélée, les matériaux contaminés seront traités et évacués selon la réglementation en vigueur.

En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'ouvrage pourra demander à l'entreprise mandataire ou à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise mandataire.